

CIBLE

Monopole

Les organisations européennes protègent les intérêts des industriels européens, se soucient du développement de la recherche européenne et prennent soin des consommateurs européens tout en prenant garde à maintenir la stabilité des prix dans l'Union européenne sans perdre de vue le principe de concurrence. Tel est le dogme.

Or il se trouve que l'Office européen des brevets vient d'accorder à une société américaine le monopole des tests de dépistage du gène qui prédispose au cancer du sein. Ceci pour un coût remarquable : 18 000 francs aux États-Unis, contre 4 900 francs dans un laboratoire français.

L'Institut Curie et les ministres français concernés ont annoncé qu'ils s'opposeraient à cette décision qui porte préjudice à la santé publique, à la recherche française et européenne et qui attente à la simple raison.

Nous aimerions savoir qui a accordé ce monopole abusif et pour quels motifs techniques. À l'heure où l'on proclame en tout et partout le principe de transparence, toute idée de pressions occultes et de complaisances intéressées doit au plus vite être chassée de notre esprit.

OCCUPATION

Le passé noir de la gauche

Économie

Erreurs sur l'horreur

p. 4

États-Unis

Le complexe noir

p. 5

Trop engagés...

Je souhaite vous expliquer les raisons pour lesquelles je ne m'abonnerais finalement pas à votre revue après mon abonnement d'essai.

Arrivé tardivement au royalisme par une étude passionnée et exigeante de l'histoire de notre pays, j'en ai cependant une conception qui diffère de la vôtre :

- mon modèle, ce sont clairement les monarchies constitutionnelles européennes : scandinaves, espagnole, anglaise ou belge ;

- ces monarchies ne s'engagent pas politiquement. Aussi je ne comprends pas votre engagement pour le socialisme ni pour aucun autre parti d'ailleurs. Je pensais que le Roi était par nature et par essence au-dessus des partis ;

- ces monarchies sont symboles de l'unité d'une terre et des hommes qui l'ont peuplée, qui la peuplent et la peupleront. Le couple royal et ses enfants portent une dimension sacrée et spirituelle qui va au-delà de leur propre personne. De même que l'on dit « la France » pour symboliser une terre, son peuple, son passé et son devenir, on devrait dire le « Roi » et la « Reine » pour symboliser cette entité qu'est la France.

Par conséquent, je ne peux souscrire à ce vocabulaire et ces tournures de phrases qui portent beaucoup de violence, de division, de haine, d'esprit de revanche et qui

me semblent abonder dans les articles de vos collaborateurs.

En bref, il me paraît nécessaire, voire indispensable, de véhiculer du royalisme une image positive, de rassemblement qui parle à l'âme, à la conscience et qui fasse rêver au sens de l'élévation spirituelle ; une image apolitique et détachée des courants qui sont le socialisme, l'ultra-libéralisme, la défense ou le rejet de la mondialisation. Je ne suis pas pour un courant royaliste éhéré, sans conviction, indifférent, bien au contraire, mais parlons à l'individu, aux souffrances des petites gens, au besoin de liberté de ceux qui entreprennent, aux conditions de la sécurité des biens et des personnes de ce qu'il est convenu d'appeler le Français moyen. Il y a bien assez à faire. Laissons aux autres l'écriture des modes, des tendances, des crispations, des grands soirs et des petits égoïsmes matérialistes.

Voilà en quelques mots les raisons de mon choix. Je suis conscient que mon chemin ne sera pas simple, mais je n'ai pas l'intention de sortir du boulevard de la pensée unique pour rentrer dans des voies qui ne me conviendraient pas tout à fait.

T. B. (Hauts-de-Seine).

Prince Jean

L'annonce de la rupture des fiançailles du prince Jean a attristé probablement la plupart d'entre nous. Cependant, mon espoir dans l'avenir s'en trouve renforcé. En

effet, l'une des raisons avancée (la volonté du prince Jean de ne pas abandonner sa mission de Dauphin de France) rappelle la détermination de son grand-père, le défunt comte de Paris, qui n'a jamais hésité à affronter les difficultés et s'imposer les sacrifices que le chef de la Famille de France rencontrait. J'apprécie que le désir du prince Jean de mettre ses pas dans ceux de son grand-père, comme il l'a affirmé lors de son récent voyage au Liban, se trouve mis en pratique, hélas douloureusement, en cette première occasion. J'apprécie également que la N.A.R., dans sa déclaration de politique générale du dernier Congrès, ait tenu à souligner son attachement au défunt comte de Paris en s'inspirant de l'une de ses dernières prises de position, et qu'elle se trouve ainsi en accord avec le prince Jean.

M.C. (Val de Marne)

En phase

Merci pour votre abonnement gratuit de trois mois. J'ai beaucoup hésité à y donner suite. A vrai dire mon impression controversée en lisant vos articles me laissait dans l'incertitude mais en reprenant les éditoriaux de Bertrand Renouvin, je me sens en définitive en phase avec vous pour le principal c'est-à-dire la survie de la France. Réaction d'une éducation où l'honneur, la connaissance, le respect de la vie, le spirituel et l'amour divin seraient largement dispensés.

Faire en sorte que nos valeurs morales soient entreposées non pas chez nos politiques dépassés et désavoués mais entre les mains d'une nouvelle génération de « chevaliers » entièrement dévouée au bonheur de leurs sujets tout en exigeant d'eux le respect de leurs devoirs. Tout ce peuple tourné vers son Roi. Pardonnez mon rêve mais j'espère en votre

réussite. Avec l'expression de mes sentiments amicaux.

J.-P. D. (Val-de-Marne)

Maurras et le Pape

Gérard Leclerc dans son article « Le classicisme politique contesté » (*Royaliste* n° 775) revient sur la condamnation de l'Action française. Auparavant (*Royaliste* n° 772) il avait déjà relevé qu'il fallait retenir comme cause de cette condamnation la position anti-allemande de Jacques Bainville. Or la condamnation a été levée après que Maurras eut approuvé les accords de Munich. La coïncidence est tout de même troublante.

Gérard Leclerc écrit : « que fut-il reproché à Maurras... sinon de vouloir faire de la politique positive indépendamment de toute régulation théologique ou spirituelle ». Mais il ajoute, à juste titre, qu'un tel grief pourrait s'appliquer à l'ensemble des systèmes de pensée politique modernes.

Permettez-moi de donner ma propre position.

Le pape ne fait pas autorité en matière politique. De sorte que la condamnation, en soi, n'avait aucune valeur.

Toutefois l'Eglise a le droit et même le devoir d'intervenir lorsqu'elle est interpellée. Évidemment quant elle se trouve attaquée. Mais aussi quand on prétend la défendre sur le plan politique, quand on la met en cause. Or c'était le cas de Maurras déclarant que les catholiques étaient les vrais Français et que « les protestants, les juifs et les francs-maçons sont des non ou semi-français ». Certes ce n'était pas sur ce chapitre-là que Rome s'est prononcé et le cardinal Andrieu a fait preuve d'imbécillité en dénonçant le « paganisme » de Maurras.

Mais, en tout cas, Maurras par sa position politico-religieuse, n'a eu que la monnaie de sa pièce.

J. S. E. (Pyrénées-Atlantiques)

Démagogie

Une taxe récupérable

Qui peut croire les jospinistes lorsqu'ils font mine de s'intéresser soudain à la fameuse taxe Tobin ? A huit mois des élections ils ne songent qu'à récupérer des électeurs en fuite.

Un soir à la télévision, début septembre, Lionel Jospin rappela, tout fier, qu'il avait inscrit la taxe Tobin à son programme de candidat... en 1995. Cette chère vieille chose qui gisait dans la naphtaline, il l'avait oubliée, voilà tout, mais elle peut encore servir.

Le Premier ministre avait tort de jouer les précurseurs : en rappelant l'ancienneté de la promesse, il soulignait le long temps d'oubli. Et cette manière de la ressortir à huit mois de l'élection présidentielle montrait le rôle joué par ce pauvre Tobin (et à son corps défendant) dans la panoplie socialiste : un leurre. Car nous parions un cent de clous que le thème mobilisateur du mouvement Attac sera prestement rejeté au fond d'un tiroir si d'aventure le candidat socialiste est élu. Il est même facile de prévoir les explications qui seront alors données :

Chers amis, chers camarades, diront les jospinistes, nous sommes toujours d'accord sur le principe de la taxe, mais nous n'avons pu convaincre nos partenaires dont le soutien était indispensable pour des raisons techniques. Mais continuez votre combat nécessaire pendant que nous réfléchissons de notre côté à d'autres moyens de réguler la mondialisation.

Tous les « anti-mondialistes » ont compris la

manœuvre, les jospinistes savent qu'ils ont compris mais ils n'en continuent pas moins de mener à l'égard d'Attac une campagne de séduction tout à fait méthodique : invitation à des rencontres, confidences distillées par la presse amie (« seul Fabius est contre la taxe »), pose contestataire prise par Jean-Christophe Cambadélis, connu pour ses talents contorsionnistes, qui souhaiterait placer les jospinistes à l'aile droite du courant anti-mondialiste. Ce qui conduirait les socialistes français à manifester régulièrement contre leurs propres dirigeants, qui ont démontré depuis 1997 leurs immenses capacités d'adaptation au marché ultra-libéral mondialisé.

Tout cela est grotesque. A quoi bon discuter avec François Hollande et autres commis au ramassage de miettes ? Mieux vaudrait les renvoyer dans leurs cordes, afin de les contraindre à assumer pleinement la ligne jospiniste.

Maria DA SILVA

N.B. James Tobin, prix Nobel d'économie et ferme défenseur des modes libéraux de « régulation » (FMI, Banque mondiale, OMC) a récemment dénoncé l'utilisation qui est faite de son projet de taxe.

Pour un retour à la source, cf. James Tobin - « Retour sur la taxe Tobin », préface et traduction de Nicolas Inchauspé, Éditions Confluences, 2000, prix franco : 60 F.

Verts

Ghandi et les cagoulés

La désignation d'Alain Lipietz comme candidat à la présidentielle a porté à son paroxysme la crise des Verts. Elle ne tient pas seulement à un personnage irresponsable et incontrôlable, mais à une dangereuse confusion des rôles.

Soucieux comme tout un chacun de l'environnement, nous avons toujours été hostiles au parti des Verts. Ceci par simple logique : un groupe de pression, censé défendre un domaine particulier, ne peut avoir le souci de l'intérêt général. Il est donc inconcevable que ce groupe de pression intervienne sur tous les sujets politiques : hors de la compétence qu'il s'est attribuée, ses interventions sont nécessairement dictées par des soucis tactiques et par des idéologies de raccroc - le pacifisme par exemple. D'où de dangereuses errances. Par exemple celle de René Dumont, « père » de l'écologie française, qui collabora activement à la presse officielle de la France occupée.

La confusion qui règne chez les Verts depuis la désignation d'Alain Lipietz comme candidat à l'élection présidentielle est une illustration particulièrement frappante du désordre intellectuel et politique qui a toujours caractérisé ce groupe et qui explique un amusant paradoxe : ceux qui voulaient renouveler la vie politique française donnent depuis leur création l'image la plus caricaturale qui soit des partis et mouvements politiques : jeux d'appareils exposant les observateurs à la crise de nerfs, médiatisation inouïe des haines et des rivalités personnelles, froides ambitions qui, depuis 1997, ont conduit les Verts à devenir les

otages complaisants de Lionel Jospin. Dernière preuve : le rejet de l'éco-taxe par le Premier ministre, signe de parfait mépris à l'égard du nouveau ministre vert qui a avalé cette nouvelle couleuvre avec un appétit digne de celui de Dominique Voynet.

Il est curieux de constater que c'est Alain Lipietz, seul économiste sérieux du groupe et militant politique cohérent avec lui-même, qui porte le désordre à son paroxysme. Sa prise de position sur une amnistie des indépendantistes corses étendue aux crimes de sang est à tous égards irresponsable. Ses excuses ont été piteuses et nous savons maintenant qu'elles incluaient un gros mensonge. Alors que le candidat Vert déclarait (*Le Monde*, 4/09) qu'il condamnait la violence armée en Corse et proclamait, quant aux OGM, la légitimité d'une « forme de non-violence de type « gandhiste », on apprend trois jours plus tard que le doux personnage aurait participé en 1989 à l'élaboration du programme économique du FLNC - ce qui ne serait pas surprenant car on retrouve dans les propos du candidat vert bien des thèmes propres aux indépendantistes corses.

Mais à quoi bon s'indigner ? Les Verts sont en proie à des convulsions mortelles et leur rôle politique est toujours plus insignifiant.

Yves LANDEVENNEC

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Une taxe récupérable - Ghandi et les cagoulés - p.4 : Agir - Erreurs sur l'horreur - p.5 : Blanc ou noir - p.6/7 : Le passé noir de la gauche - p.8 : Le choc des temps - p.9 : Lisez Christopher Lasch - p.10 : Le dernier survivant - Vécu - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Positions de principe.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. part. 51700 - ISSN 0151-5772

Agir

France Culture va mal. Depuis la nomination de Laure Adler en septembre 1999, la station est en voie de normalisation, malgré les protestations de nombreux auditeurs qui appréciaient qu'on leur donne matière à réflexions amples et variées.

Les collaborateurs de *Royaliste* qui ont participé aux émissions de France Culture peuvent témoigner de cet attachement passionné d'auditeurs de tous âges, de toutes nationalités et de tous milieux sociaux à France Culture.

Parmi ces passionnés, un jeune universitaire belge, Benoît Beyer de Ryke, qui a lancé dès 1999 une pétition sur Internet pour la défense de cette station qui fut pour lui sa « seconde université ». Devenu vice-président de l'Association des auditeurs de France Culture (AFC) il mène avec ses amis un combat d'autant plus acharné que le bilan de la nouvelle grille est manifestement négatif. Le nombre d'auditeurs n'a pas augmenté, alors que la qualité des programmes a baissé : à trop vouloir imiter les autres radios, France Culture finira par se perdre dans le conformisme généralisé, par perdre ses auditeurs et par être liquidée. Il est urgent d'agir.

Jacques BLANGY

Pour signer la pétition : <http://www.ulb.ac.be/philo/urhm/petition.html>

Site de l'AFC : <http://aafc.free.fr/index2.html>

Erreurs sur l'horreur

Il y a huit mois, les idéologues ultra-libéraux et les experts accrédités multipliaient les déclarations triomphalistes. Niais de sérail ou arrivistes patentés, ils portent tous leur part de responsabilité dans la catastrophe qui est en train de se produire.

Pour marquer cette rentrée d'une note joyeusement polémique, je voulais répondre à la revue *Commentaire* qui m'épingla sur une petite phrase soigneusement tirée de son contexte afin de prouver que *Royaliste* est le journal de la ringardise économique. Les amis que nous comptons dans cette revue ne doivent pas être fiers de ce procédé, utilisé par quelqu'un qui ignore manifestement nos travaux de fond (publiés dans *Cité*) et nos références.

Passons sur cet affront minuscule pour dénoncer un fait infiniment plus grave : celui d'un pays passé sous la coupe d'illusionnistes professionnels et d'experts basement intéressés qui, brandissant leurs titres d'économistes, ont répandu sur notre pays des tombereaux de bêtises. Un exemple, entre mille : le numéro 22 (février 2001) du mensuel *Le Monde des Débats/Le Nouvel Observateur* qui annonçait sur sa première page : « *Économie : l'horreur est finie* ». Suivait un imposant dossier de neuf pages consacrées à la glorification du marché mondialisé. En voici quelques extraits qui, eux, ne sont pas tirés de leur contexte :

Relisons Sophie Gherardi : « Pour la France mais aussi pour l'Allemagne et l'Italie, il est avéré qu'en cessant de prendre des mesures qui aggravent les tendances récessives, on donnait plus de chances à l'économie de se développer (sic). La fin de l'horreur économique, c'est aussi la fin d'une certaine impuissance politique ». Nous attendons le commentaire de cette éminente journaliste du *Monde* sur la baisse du taux de croissance dans la zone euro.

Relisons Jean Pisani-Ferry, présenté comme inspirateur du Premier ministre : « pour la première fois depuis très longtemps en France a été organisé un compromis social où l'expansion de l'économie va de pair avec un partage équilibré des fruits de la croissance entre salaires et profit, dans un sens favorable à l'emploi ». Propos démenti par toutes les analyses sur le partage salaires/profits et par l'augmentation statistique du chômage, malgré tous les bricolages dont les chiffres sont l'objet (1).

Relisons Dominique Vallet, secrétaire général de la Société d'économie politique, qui affirmait que « l'Europe a vocation, comme les États-Unis, à voir sa croissance dopée par les nouvelles technologies » selon la vision fantasmagorique d'une « nouvelle économie » dont le caractère

« révolutionnaire » était doctement expliqué par Daniel Cohen (de l'ENS) et Michèle Debonneuil (Commissaire général au Plan) tandis que Philippe Aghion, professeur à Harvard, et Cecelia Garcia-Penalosa, professeur d'économie à Aix-Marseille, soutenaient que l'économie américaine est « en mesure d'éviter que les turbulences boursières provoquent une forte récession ».

La « nouvelle économie » était une fiction, le *Wall Street Journal* reconnaissait en juillet que l'économie américaine était en récession, les marchés financiers sont en chute libre, le Japon est dans une situation désastreuse, l'Argentine et la Turquie sont au bord du chaos. Nous sommes, comme nous ne cessons de le dire depuis des années, dans une crise systémique qui est en voie d'accélération à cause de l'absurdité des politiques qui sont menées, notamment dans le domaine monétaire.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. les Actes du colloque « Statistique publique, évaluation et démocratie » tenu au ministère de l'Emploi le 21 mars 2001.

Faites connaître Royaliste à vos amis.

Offrez leur un abonnement d'essai de trois mois.

3 mois = 25 F

Blanc ou noir

La politique de la chaise vide pratiquée par les États-Unis à la conférence de Durban sur le racisme montre que ce pays n'a pas encore dépassé ses problèmes raciaux.

Pour la première fois qu'un secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères), le général Colin Powell, et le conseiller du président pour la sécurité nationale, Mme Condoleezza Rice, sont tous deux noirs, personne dans l'administration américaine n'a été capable d'imaginer, ni a fortiori de mettre en œuvre, une quelconque stratégie aux Nations Unies pour la préparation de la conférence sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie. Colin Powell se faisait un devoir d'aller y porter son propre témoignage, réussite purement individuelle. Condoleezza Rice, parfaite réaliste, est imperméable à la diplomatie multilatérale. Femme de pouvoir, elle a d'ailleurs déjà réduit le rôle du brave général à celui d'un figurant (cf le récent dossier de l'hebdomadaire *Time*). Encore celui-ci aurait-il pu faire belle figure à Durban. Même la diplomate chargée des droits de l'homme à Washington s'est récusée. C'est finalement une simple délégation de diplomates de rang « intermédiaire » qui s'est rendue à Durban pour finalement claquer la porte. Pourquoi ?

L'excuse officielle est le débat sur le sionisme assimilé une nouvelle fois comme en 1975 au racisme (1). L'argument est tout à fait honorable. Mais, d'abord, le fait que l'on soit ramené trente ans en

arrière en dit long sur le chemin parcouru ces dernières années par la diplomatie américaine dans le conflit israélo-arabe. Qu'elle ne soit pas parvenue à éviter ce piège grossier ne laisse que deux explications : ou bien elle est incompétente, ou bien elle est machiavélique. Si l'on retient la seconde, on discerne deux objectifs. L'un concerne le conflit du Proche-Orient lui-même. Les États-Unis ne se sont pas, dans cette hypothèse, laissés acculer à leur corps défendant à se solidariser avec un Israël attaqué de toutes parts. Ils ont délibérément choisi d'assumer la stratégie de tension parce qu'ils considèrent qu'aucune solution ne peut plus être trouvée sinon à chaud. Ils n'ont pas cherché à écarter l'obstacle. Ils s'y sont précipités.

Le second objectif est relatif à la situation intérieure américaine. Laisser le débat se polariser sur Israël évitait d'affronter les véritables enjeux de la conférence : la question noire n'est pas pour les Américains un sujet de droit international ou de relations internationales. C'est un problème intérieur. Pour d'aucuns, c'est LE problème intérieur par excellence. L'État américain n'est pas prêt à le traiter dans une enceinte internationale parce que la société américaine n'est simplement pas en mesure, ne souhaite pas ou ne supporterait pas de l'aborder pour elle-même. Elle ne le regarde pas de

l'extérieur. C'est un sujet qui lui est en quelque sorte consubstantiel. Le révérend Jesse Jackson a eu raison de dire que les Américains n'ont pas quitté la conférence mais qu'ils n'y sont jamais venus. Ils n'ont à aucun moment commencé d'entrer dans la problématique de la conférence.

Le constat est particulièrement dur pour les militants américains des droits de l'homme. Ils ont été les premiers à se méfier de ce projet de conférence, parce que pour eux, il s'agit d'un dramatique retour en arrière. Il ne fait toujours pas bon rappeler la grande période de la lutte pour les droits civiques d'un Martin Luther King dans les années soixante. La dialectique développée depuis par les nouveaux idéologues des droits de l'homme ne connaît pas la race. L'Histoire américaine nous apprend pourtant que c'est ainsi que la guerre de Sécession gagnée par le Nord avait été vidée de toute portée pendant plus de cent ans entre 1865 et 1965. Les États-Unis ont la plupart du temps été gouvernés par des sudistes, à la Maison Blanche comme au Congrès.

Occuper un siège à Durban, et auparavant à Genève, supposait de regarder en face ce passé et son lourd héritage toujours présent. Washington ne le peut ni ne le veut.

Yves LA MARCK

(1) En 1975, l'ONU avait adopté une résolution qui énonçait que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». Cette résolution a été révoquée en 1991.

BRÈVES

♦ **MAROC** – Dans un entretien accordé au *Figaro* le 4 septembre, le roi Mohammed VI aborde longuement les principaux problèmes qui se posent à son pays. Il y précise notamment sa conception de la monarchie : « Les Marocains veulent une monarchie forte, démocratique et exécutive. (...) Chez nous, le roi ne se contente pas de régner. Je règne et je travaille avec mon gouvernement dans un cadre constitutionnel clair qui définit la responsabilité de chacun ». Interrogé sur la réforme du statut de la femme il déclare : « La femme marocaine n'a pas grand chose à envier à ses compatriotes masculins du point de vue de ses compétences et de ses ambitions. Maintenant il faut lui donner la possibilité d'optimiser ses atouts. (...) Partout j'ai installé des femmes à des postes clés, mais je suis hostile au système des quotas qui automatiquement condamne les femmes à un statut de minorité. La sélection ne doit se faire qu'en fonction des compétences et non par démagogie sexiste ». En réponse aux critiques qui l'accusent d'immobilisme : « Mon rythme est celui du Maroc. Ce n'est pas nécessairement le même que celui que veulent nous imposer, avec arrogance et ignorance, certains observateurs transformés en procureurs. Depuis leur café du commerce, ces gens veulent mettre le Maroc et son roi au diapason de leur propre fantasme. (...) Ce que je retiens, c'est le regard que l'immense majorité des Marocains portent sur mon action ».

♦ **NORVÈGE** – C'est devant un parterre de têtes couronnées et dans une grande liesse populaire que le prince héritier Haakon Magnus, âgé de 28 ans, a épousé le 25 août, Mette-Marit Tjessem Høiby, une mère célibataire de son âge, d'origine modeste et au passé un peu sulfureux. C'est ce passé que la jeune femme avait choisi de confesser et condamner, au cours d'une conférence de presse quelques jours avant le mariage. Pari réussi puisque maintenant 86 % des Norvégiens estiment que leur nouvelle princesse est digne de devenir reine, selon un sondage réalisé pour le journal *Aftenposten*.

♦ **BELGIQUE** – La rumeur selon laquelle la princesse Mathilde, l'épouse du prince héritier Philippe, était enceinte de jumeaux a mis, cet été, en émoi la Belgique, provoquant un débat juridico-médical pour savoir lequel des enfants serait l'ainé, et donc l'héritier du trône. L'accouchement est prévu pour novembre, mais il semble finalement que la rumeur était fautive...

Les « révélations » concernant le passé militant et la famille de Lionel Jospin ne sauraient alimenter la polémique contre la politique de l'actuel Premier ministre ni peser dans le jugement qui devra être porté sur le bilan et le programme d'un futur candidat à la présidence. Les opinions et les engagements plus que douteux de Robert Jospin conduisent cependant à s'intéresser aux errements du pacifisme et à reconsidérer la manière dont a été construite l'opposition entre la droite et la gauche.

Passons aussi vite que possible sur ce qui fait le bonheur des éditeurs et des échoyeurs : l'itinéraire politique de Robert Jospin, père du Premier ministre, militant pacifiste des années trente tombé comme tant d'autres de ses camarades dans la collaboration puis le soutien à Paul Rassinier, pacifiste comme lui et premier négationniste français. Bien entendu, il n'y a pas d'hérédité des erreurs politiques, ni déterminisme familial et Lionel Jospin n'est responsable que de ses propres choix et engagements politiques.

Par conséquent, nous ne rendons pas compte des biographies* récemment publiées (1) et nous prendrons simplement prétexte des errements de Robert Jospin pour relire, en compagnie de plusieurs historiens, les pages trop souvent occultées de l'histoire de la gauche au XX^e siècle.

Le voile d'oubli volontairement jeté par la famille de gauche sur certaines de ses traditions et les comportements de nombre de ses grands hommes lui a permis de se construire une magnifique « identité narrative », autrement dit une édifiante manière de se raconter son

histoire et de mettre en valeur sa contribution, toujours juste et décisive, à la vie politique de la nation.

Hélas, comme toutes les autres familles politiques, celles qui constituent la gauche française ont eu leur lot de déviances coupables et d'aveuglements inexcusables. Elles sont à relever d'autant plus sèchement que nous avons eu à subir, pendant des décennies, les leçons inspirées par la bonne conscience des radicaux et des socialistes – le cas des communistes, bien connu, méritant à tous égards une analyse particulière.

Cette inaltérable bonne conscience se fonde sur une thèse tenue pour quasi-évidente par les courants dominants de

l'historiographie française – celle du combat toujours recommencé entre « deux France ». Il y aurait pleine continuité du dreyfusisme à la Résistance, et cette France de gauche s'opposerait à la France de droite qui serait restée honteusement fidèle à elle-même dans l'antidreyfusisme, l'antisémitisme, le pétainisme et la collaboration. Ce schéma est familier aux Français : c'est celui qui a une nouvelle fois prévalu face à la poussée national-populiste, et d'autant plus facilement que l'extrême droite a toujours cultivé avec soin le complexe du vaincu. Ainsi, la fameuse exclamation de Maurras après sa condamnation (« C'est la revanche de Dreyfus ! ») a été largement exploitée par l'historiographie

de gauche et elle a entretenu les satisfactions moroses des « vaincus de la Libération ».

Or la thèse de l'éternel combat des mêmes contre les mêmes est fautive. Quant à la famille royaliste, François-Marie Fleutot* a montré à la fois la grande complexité des itinéraires militants et la part prise par des royalistes de diverses sensibilités à la Résistance : grâce à lui, on s'aperçoit que les représentants archétypiques de la droite (militaires, nobles, militants des Ligues nationalistes) n'étaient pas des cas isolés parmi les Résistants mais avaient constitué une belle et bonne part de l'Armée des ombres.

Bien entendu, il ne s'agit pas de rivaliser dans l'ardeur patriotique, mais au contraire de renoncer aux captations d'héritage en reconnaissant à chaque famille politique sa contribution à la gloire commune sans taire les erreurs et les fautes commises par certains.

L'ouvrage récemment publié par Simon Epstein* apporte une contribution décisive à ce travail critique. Cet historien, directeur du Centre international de recherches sur l'antisémitisme à l'Université hébraïque de Jérusalem, s'est attaché à retracer les itinéraires de plusieurs dizaines d'hommes de gauche, surtout

des dreyfusards, mais aussi des anarchistes et des syndicalistes d'avant 1914 et des représentants des courants pacifistes des années trente – qu'il a suivi tout au long des années noires.

La recherche provoquera autant de surprise que celles menées sur la droite pendant l'Occupation. « On savait bien » que Charles de Gaulle, Leclerc de Hautecloque et d'Estienne d'Orves ne venaient pas de la gauche : « on savait bien » que d'importants collaborateurs étaient issus du socialisme (Marcel Déat) et du communisme (Jacques Doriot) mais toutes ces figures étaient rangées parmi les rares exceptions à la lutte toujours recommencée entre les « deux France ».

Simon Epstein n'ignore pas plus la droite pétainiste (Charles Maurras, Xavier Vallat) et collaborationniste (Joseph Darnand, Lucien Rebatet) qu'il ne méconnaît la Résistance de droite – le livre de François-Marie Fleutot étant judicieusement cité. Mais le travail de l'historien israélien fait apparaître l'importance et l'influence, entre 1940 et 1944, de ceux qui sont passés du dreyfusisme à l'antisémitisme, du syndicalisme au vichysme, du pacifisme à la collaboration.

Parcourons la liste des syndicalistes d'action directe de la Belle Époque, qui s'inscrivent dans le droit fil de l'anarchisme proudhonien : Georges Yvetot, figure emblématique de l'antimilitarisme, sera enterré pendant l'Occupation en présence d'officiers allemands, et Hubert Lagardelle sera ministre du Maréchal dans le second gouvernement Laval. En 1942, la presse collaborationniste de gauche saluera avec émotion la disparition de Sébastien Faure, qui fut la principale figure de l'anarchisme entre les deux guerres et Francis Delaisi, théoricien et militant influent du syndicalisme d'action directe, deviendra ouvertement hitlérien.

Ouvrons l'annuaire des dreyfusards (parmi lesquels figure le royaliste Jacques Bainville) et nous aurons de vilaines surprises : l'écrivain Victor Marguerite vire au pétainisme, Henri Béraud est condamné à mort à la Libération, Urbain Gohier cultive son antisémitisme jusqu'à la frénésie de même que Georges Montandon, Alphonse de Chateaubriand verse dans la mystique nazie, le symboliste Édouard Dujardin et l'historien Louis Bertrand seront des nazis déclarés.

Nombre de pacifistes de l'entre-deux-guerres, muni-

chois et signataires de l'appel « paix immédiate » de 1939, préféreront une Europe pacifiée à sa manière par le Troisième Reich à la lutte de libération comme le montre par ailleurs Jean-Pierre Biondi* dans un ouvrage consacré à la « grande dérive » pacifiste. Les cas de Robert Jospin et de Claude Jamet sont bien connus. Mais il faut avant tout incriminer le philosophe Alain, maître à penser du radicalisme et inspirateur du pacifisme, « professeur de lâcheté » selon le mot de Jean-Toussaint Desanti, trop atteint par les fatigues de l'âge pour jouer un rôle pendant l'Occupation mais qui, en juillet 1940, écrivit dans son journal ces lignes terribles : « J'espère que l'Allemand vaincra ; car il ne faut pas que le général de Gaulle l'emporte chez nous. Il est remarquable que la guerre revient à une guerre juive, c'est-à-dire à une guerre qui aura des milliards et aussi des Judas Macchabées ». Alain donnera en 1942 son adhésion à la Ligue de la pensée française, créée par un de ses disciples, le collaborateur René Château.

Enfin Simon Epstein établit avec précision que Pierre Laval, l'Amiral Darlan et Philippe Pétain n'étaient en rien des hommes de droite. Pour le premier, le fait est patent : la carrière de Laval commence à l'extrême gauche, se poursuit à la SFIO puis dans une action ministérielle marquée par le pacifisme. François Darlan est né dans une famille républicaine, il sera le chef de cabinet de Georges Leygues (un ancien dreyfusard) puis du ministre de la marine du Front populaire. Blum tient en haute estime ce militaire partisan de l'Espagne républicaine, dénoncé à droite comme un « Amiral rouge ».

Philippe Pétain fut quant à lui un officier qui avait la confiance des dreyfusards et il confiera pendant l'Occupation qu'il a toujours cru à l'innocence de Dreyfus. Comme François-Marie Fleutot l'avait déjà souligné, le vainqueur de Verdun est, de tous les Maré-

chaux de France, le seul qui ait été républicain : il avait d'ailleurs le soutien des milieux de gauche dans les années trente et reçut même celui du Parti communiste lorsque, nommé ambassadeur en Espagne, il subit une rebuffade de Franco.

Démonstration est faite. La thèse des « deux France » ne tient pas debout, le rôle des collaborateurs de droite a été surestimé, la collaboration de gauche frappe par son importance et par la cohérence de certains de ses animateurs – notamment ceux qui appliquent jusque dans ses extrêmes conséquences la doctrine pacifiste. *Plutôt Hitler que le Front populaire* disait-on dans certains milieux de droite. *Plutôt Hitler que la guerre*, proclamait-on chez les ultras du pacifisme...

Cette relecture de l'histoire devrait tempérer le moralisme d'une certaine gauche. Mais il serait regrettable qu'elle rouvre des plaies anciennes dans les diverses familles politiques française et chez les héritiers de ceux qui se sont engagés à tort entre 1940 et 1945. S'il y a une réflexion à mener, c'est à partir de la phrase, profonde et belle, de Léon Blum : « Toute épreuve est nouvelle, et toute épreuve trouve un homme nouveau ».

Quelles que soient nos convictions et nos fidélités, nous demeurons capables du meilleur et du pire.

B. LA RICHARDAIS

(1) Les astérisques renvoient à la bibliographie publiée en encadré.

Pour en savoir plus

- Claude Askolovitch - « Lionel », Grasset, 2001, prix franco : 130 F.
- Jean-Pierre Biondi - « La mêlée des pacifistes, la grande dérive », Maisonneuve et Larose, 2000, prix franco : 142 F.
- Simon Epstein - « Les dreyfusards sous l'Occupation », Albin Michel, 2001, prix franco : 147 F.
- François-Marie Fleutot - « Des royalistes dans la Résistance », Flammarion, 2000, prix franco : 149 F.
- Claude Llabres - « La Dépêche du Midi et René Bousquet », Fayard, 2001, prix franco : 98 F.



◆ Pacifistes ou hommes de gauche, ils se retrouvèrent nombreux dans les partis de la Collaboration.



■ Editorial

DOSSIER « Peuple »

- Du peuple par Bertrand Renouvin
- Le désir du peuple : au-delà de la modernité par Jean Sur
- La démocratie inachevée ? Entretien avec Pierre Rosanvallon

POINTS DE VUE

- Note sur la souveraineté chez E. Stein et J. Maritain par Philippe Lauria
- A propos de souveraineté questions soulevées par Madeleine Aron-Rohaut
- Le « travail » du Souverain réponses proposées par Bertrand Renouvin

MAGAZINE

- L'Islam en France par Michel Brisacier

CHRONIQUES

- Jacques VI d'Ecosse - 1^{er} d'Angleterre (1566-1625) : « Les deux règnes » et la genèse théologico-politique de l'État moderne par Bernard Bourdin
- De l'Érection des gens par Ciron des Alpes
- Une précieuse pas ridicule par Jocelyne Buche

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le numéro 36 de Cité et joint 45 F en règlement.

Géopolitique

Le choc des temps

Spécialiste des sciences humaines, professeur à Montréal, Donald William vient de publier un ouvrage de géopolitique marquant qui se situe résolument en dehors des conformismes officiels.

Discipline d'exposition, à mi-chemin entre l'idéologie qui impose et la politique qui manipule les hommes et comble les espaces, la géopolitique dérange. Dans son livre, William analyse, décortique, dissèque sans complaisance les mécanismes qui ont conduit le monde à n'être plus qu'un vaste champ de manœuvre pour les possédants, liés au premier tyran planétaire de l'Histoire : les États-Unis d'Amérique.

Dans la première partie, William souligne l'importance de l'espace. Face à une Europe exiguë, composée d'une multiplicité de nations dont le souci essentiel a toujours été de contenir les ambitions de leurs voisins, les États-Unis n'ont eu de cesse d'étendre toujours plus avant leur territoire. Après avoir échoué de peu à s'emparer du Canada, l'ampulant néanmoins de ses zones méridionales stratégiquement les plus utiles, ils ont conquis l'espace continental Nord restant. Dépouillant le Mexique, ils se sont ensuite arrogés le droit de vie et de mort sur l'ensemble de l'Amérique latine avant de jeter leur dévolu sur d'autres régions du monde. S'assurant par tous les moyens que les voies navigables leur seraient toujours ouvertes, ils ont fini par tisser un réseau mondial dans les rets duquel la presque totalité des pays du monde sont aujourd'hui emprêtrés.

La deuxième partie retrace l'évolution de la géopolitique à travers l'École française (Richelieu, Montesquieu,

Tocqueville), l'École allemande (Clausewitz, Ratzel), jusqu'aux contributions contemporaines de Mackinder (le « Heartland »), Mahan, Kjellen, Spykman, Haushofer, Jordis von Lohausen.

Intitulée « Incertitudes et chaos », la troisième partie décrit l'évolution vers un Nouvel Ordre Mondial sous tutelle américaine dans lequel se font face deux protagonistes : les « deux-dixièmes » (la portion de la population détentrice des richesses, suffisante pour faire marcher l'économie globale) et la masse destinée à lui servir de main-d'œuvre ductile, obéissante, exploitable et jetable. Dans cette perspective, les Américains et leurs auxiliaires internationaux (industriels, banquiers, financiers, intellectuels et journalistes aux ordres, classe politique) s'emploient à déstabiliser les points du globe susceptibles de faire obstacle à leurs projets. D'où les agressions de plus en plus violentes orchestrées depuis Washington à l'encontre de l'Europe des nations, tantôt ouvertement (la Serbie), tantôt de façon camouflée. Ainsi l'afflux de réfugiés fuyant leurs pays saccagés par le FMI, la banque mondiale, l'OMC ; ainsi également le soutien logistique et militaire tant à la guérilla albanaise (UCK) chargé de mettre le feu à la Macédoine (en attendant la Grèce du Nord), prélude à une intervention future de l'OTAN, que le soutien aux extrémistes tchéchènes (cf. les récents attentats à la bombe à l'instigation de la CIA) dans le but

d'empêcher toute réorganisation de la Russie.

Donald William conclut son essai en démontrant que la situation mondiale actuelle n'est que la continuation de la politique de construction planétaire commencée par les États-Unis dès le XVIII^e siècle, visant à façonner le monde à leur image, celle d'une société dont l'origine idéologique (calviniste) se manifeste par une triple logique : l'exclusion (pour les Américains, le monde est peuplé d'Indiens qu'il s'agit d'assimiler ou d'éliminer), l'intolérance (tout entière dans la question récente de James Baker à un diplomate français : « Êtes-vous avec nous ou contre nous ? ») et la cruauté (les centaines de milliers de civils massacrés de Dresde ou de Yougoslavie, les millions au Viêt-nam en Amérique latine, en Irak).

Le livre est préfacé par un géant de la géopolitique, Gérard A. Montifroy (1) (dont William fut l'élève), professeur de géopolitique au Québec et auteur de nombreux ouvrages. La biographie, en outre, est remarquable par sa richesse et sa qualité.

M. BUGNON-MORDANT

Donald William - « Le Choc des temps » - Ed. Frison-Roche (Paris)/Sciences et Culture (Montréal). 2000, 223 pages - prix franco : 155 F.

(1) Gérard A. Montifroy - « Amérique-Europe » - Ed. Frison-Roche, Paris. 1993. prix franco : 140 F ; et en collaboration avec Marc Imbeault : « Géopolitique et Démocraties » (franco : 109 F). « Géopolitique et Économies » (franco : 120 F). « Géopolitique et Philosophies » (franco : 155 F).

Lisez Christopher Lasch !

Il est toujours bon de suivre les conseils de Philippe Muray. Au début de l'été, il invitait dans *Marianne*, à la lecture de Christopher Lasch, historien et philosophe américain, mort en 1994, et auteur notamment d'un ouvrage paru aux États-Unis en 1979, sous le titre *Le Complexe de Narcisse*. Non seulement, j'ai lu ce livre dans sa version française, mais j'ai poursuivi dans la foulée la lecture des deux autres ouvrages disponibles de Lasch chez l'excellent éditeur Climats. A elle seule, la préface de Jean-Claude Michea m'avait confirmé l'intuition de Muray. J'avais bien affaire à un des meilleurs « sociologues » du siècle passé, et la profondeur de ses vues le rendait indispensable à la compréhension du siècle commençant. Si vous cherchez ce qui se passe dans la tête des prétendues élites de la « mondialisation », si vous voulez être éclairé sur le désarroi de toute une époque, si vous voulez comprendre le succès du dernier roman de Michel Houellebecq et les clefs de son étrange névrose, lisez Lasch ! Et vous vous étonnerez que *Le Complexe de Narcisse* ait plus de vingt ans d'âge, tant il pourrait figurer au catalogue des essais de cette rentrée...

C'est dire mon dépit de ne l'avoir pas lu en son temps. Mais, comme l'écrit Jean-Claude Michea, « tout livre qui dérange réellement l'ordre établi et sa bonne conscience, est ordinairement condamné à paraître soit dans un silence de plomb soit sous un déluge de calomnies ». Quand *Le Complexe* parut, aucune critique officielle ne lui fut consacrée en France, pour ne rien dire, évidemment, « de la pourtant si bavarde sociologie d'État »... Heureusement, le bouche à oreille allait permettre la circulation du livre, qui n'échapperait pas à l'attention d'un observateur aussi aigu que Pierre-André Taguieff. Il semble aussi que Gilles Lipovetsky ait beaucoup appris du philosophe américain, en creusant sa théorie de la post-modernité, mais en retournant complètement la problématique de Lasch. Là où ce dernier discernait une dérive psychologique porteuse de névroses individuelles et sociales, Lipovetsky ne voyait que la très positive continuation du projet émancipateur de la modernité. D'ailleurs, au sein de la bien-pensance ordinaire, personne n'aurait admis que l'on émette le moindre doute sur la marche irrésistible du progrès. A l'heure où se définissait l'alliance libérale-libertaire, il aurait été incongru de mettre en lumière les fondements d'une telle réconciliation. Là-dessus, il faut encore laisser la parole à Jean-Claude Michea qui a su synthétiser en quelques pages une pensée, vraiment à contre-temps : « Il devient, d'un seul coup plus facile de saisir les liens métaphysiques essentiels qui unissent, dès l'origine, bien que de façon évidemment inconsciente, les deux moments théoriques de l'idéal capitaliste : d'un côté l'exhortation prétendument libérale à émanciper l'individu de tous les tabous historiques et culturels qui sont supposés faire obstacle à son fonctionnement comme pure machine désirante, de l'autre, le projet libéral d'une société homogène dont le Marché auto-régulateur constituerait l'instance à la fois nécessaire et suffisante pour ordonner au

par Gérard Leclerc



profit de tous, le mouvement brownien des individus rationnels, c'est-à-dire enfin libérés de toute autre considération philosophique que celle de leur intérêt bien compris. »

En effet, il faut se rendre compte que la mutation anthropologique dont nous sommes témoins (et qui se reflète aujourd'hui avec une force confondante dans le phénomène *Loft story*) correspond à l'avènement du capitalisme de consommation. Le dernier roman de Houellebecq constitue, de ce point de vue, la parabole grandeur nature de ce phénomène, où l'arrondissement de la planète comme grand marché touristique et sexuel s'inscrit dans l'apparition de l'individu narcissique moderne, ou post-moderne, qui réconcilie parfaitement en lui le consommateur ludique et la personnalité immature, auto-centrée et addictive décrite par le romancier. Mais Lasch a tellement tout vu et tout prévu que *Plateforme* aussi bien que *Loft story* nous paraissent émerger comme des épiphénomènes surfant sur la vague gigantesque qui nous submerge.

Voyons Christopher Lasch décrire le milieu dirigeant happé par une logique où les rapports objectifs à l'économie et au social concrets sont sans cesse éoussés à travers les

incitations à s'observer soi-même dans un jeu de réputation et de valorisation : « *La vision du monde des dirigeants d'entreprise, décrite par Jennings, Mac-coby et par les dirigeants eux-mêmes, est celle même de Narcisse qui veut l'univers comme un miroir de lui-même et ne s'intéresse aux événements extérieurs que dans la mesure où ils reflètent sa propre image.* » Cette logique est renforcée par une médiatisation à outrance que l'on peut décrire comme « une énorme chambre d'échos » ou « un palais de miroirs ». « *La vie moderne est si complètement médiatisée par les images électroniques qu'on ne peut s'empêcher de réagir à autrui comme si leurs actions - et les nôtres - étaient enregistrées et transmises simultanément à une audience invisible ou emmagasinées pour être scrutées plus tard. Souriez, la caméra*

vous observe ! » Delà aussi, une propension à l'auto-surveillance constante, encouragée par l'environnement médical : il s'agit de guetter les moindres signes de vieillissement et de contre-performance, qui sont perçues comme autant d'atteintes au mythe de l'éternelle jeunesse.

On conçoit qu'une telle façon de comprendre la post-modernité soit dommageable pour les valeurs dont celle-ci se flatte, avec notamment sa prétention à libérer l'individu. C'est plutôt impitoyable : charme de surface, pseudo-conscience de sa propre condition, sexualité tous azimuts, hypocondrie, superficialité défensive, crainte de la dépendance, incapacité à s'affliger de la peine d'autrui, terreur de vieillir et de mourir. La désagrégation familiale est ainsi en raison de la perte du sens des générations : « *Les parents modernes tentent de faire en sorte que leurs enfants se sentent aimés et voulus ; mais cela ne cache guère une froideur sous-jacente, éloignement typique de ceux qui n'ont pas à transmettre à la génération suivante et qui ont décidé, de toute façon, de donner priorité à leur droit à s'accomplir eux-mêmes.* » Terrible lucidité ! et qui s'exerce dans tous les domaines essentiels, de l'éducation à la religion en passant par la désaffection du politique. Ainsi se révèle notamment le pourquoi d'un imaginaire ésotérique, avec la fascination de l'occulte. Impossible de développer cette entreprise de vérité sur ce que d'aucuns appelleraient « la mondialisation heureuse ». Il faut donc tout lire de l'œuvre disponible de Christopher Lasch.

Christopher Lasch - « La Culture du narcissisme », prix franco : 145 F ; « La Révolte des élites », prix franco : 155 F ; « Culture de masse ou culture populaire ? », prix franco : 65 F, Éditions Climats.



Le Lys Rouge reparaît !

Au sommaire du n° 49

- ◆ Témoignage sur François d'Orléans
- ◆ Editorial : *Lilium et triplicum repens*
- ◆ Des Royalistes dans la Résistance
- ◆ Les trois lys (étude sur les Lys rouge) :

- Le Lys rouge de Jean-Marc Bourquin
- Le Lys rouge de Christian Masson
- « Les » Lys rouge de la Nouvelle Action Royaliste

- ◆ Hommage au défunt comte de Paris

- ◆ Revue de presse : Maroc et Jordanie, la transmission
- ◆ Bulgarie : document
- ◆ Les monarchistes italiens
- ◆ La Corse :

- Document : une affiche des années 70
- Débat : Les thèses de la N.A.R. et la réponse d'un militant autonomiste

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

commande le n° 49 du Lys Rouge et verse pour cela la somme de 35 F (à l'ordre de Royaliste)

Quatorze

Le dernier survivant

Henri-Frédéric Blanc est un auteur contemporain. Il n'a pas connu la guerre. Pourtant dans son dernier livre - court roman ou longue nouvelle - il se penche sur la tragédie ayant marqué le siècle de son empreinte sanglante : la guerre de Quatorze.

« Quand la guerre a éclaté... Non, une guerre n'éclate pas. Elle démarre quand elle est prête à démarrer et qu'on la fait démarrer, comme une automobile. Une guerre ça se combine, ça se met au point, ça se bichonne, ça nécessite une préparation considérable de plein de gens pendant plein d'années. La guerre ne sort pas de terre, elle se fabrique avec science et précision » constate-t-il.

De ce point de départ résulte un texte où son « héros » - un ancien qui végète aujourd'hui dans un hospice - va connaître une descente aux enfers. Un héros, pas tout à fait volontaire, passant au fil des pages par différents états. De l'exaltation inconsciente à la peur la plus absolue, pour aboutir à la lucidité de l'écœurement complet. L'auteur dans un style incantatoire proche du pamphlet s'attache à décrire l'absurdité. Mais une « absurdité concentrée ». La description de la

peur panique s'emparant peu à peu du héros est hallucinante de vérité. Néanmoins son récit se tempère d'une oscillation entre tragique et cocasserie. Le passage où le héros se retrouve affecté à l'État-major du corps d'armée est du plus réjouissant comique en même temps que d'un constat de cynisme complet. Il finira dans la peau d'un héros malgré lui, échappant enfin au carnage.

Les combattants n'apparaissent pas comme les acteurs d'une guerre, mais bien plutôt comme les victimes expiatoires d'une logique de préservation qui tel Moloch les dévore.

La morale de son récit pourrait bien être contenu dans cette citation : « La guerre de Quatorze, Mademoiselle, ce ne fut pas le triomphe de la sauvagerie mais celui de la raison pure ». Terrifiant et édifiant.

Bruno DIAZ

Henri-Frédéric Blanc - « Le Dernier Survivant de Quatorze » - Éditions du Rocher - prix franco : 42 F.

LE CIEL NOUS EST TOMBÉ SUR LA TÊTE !

C'est pour cela que la souscription continue...

EXPLICATIONS EN PAGE 11

Confession

Vécu

D'une écriture sobre, fine, dépouillée, quasi médicale, Annie Ernaux n'a cessé de narrer, pour emprunter la très belle expression de Paul Guimard, « les choses de la vie ».

Elle parle ici de l'avortement qu'elle a vécu en 1963. Ce qu'elle croyait d'abord n'être qu'un banal mal d'estomac (n'avait-elle pas répondu à un condisciple qu'elle allait consulter un... stomatologue !) se révèle la nausée annonciatrice d'une grossesse. Mais son choix est fait : elle va avorter car elle est « passée de la catégorie des filles dont on ne sait pas si elles acceptent de coucher à celle des filles qui, de façon indubitable, ont déjà couché ».

Quoi de plus déchirant qu'un avortement ? « Des milliers de filles ont monté un escalier, frappé à une porte derrière laquelle il y avait une femme dont elles ne savaient rien, à qui elles allaient abandonner leur sexe et leur ventre ».

A travers cette bouleversante introspection autobiographique, Annie Ernaux explore et dépeint le malheur. Sans cris, sans plaintes. En femme digne.

Sa remarquable faculté à transformer les mots en sensations contribue à nous la rendre éminemment proche et attachante.

Par l'écriture et le souvenir, elle saisit l'interminable lenteur du temps qui s'écoule.

Saluons en elle un grand écrivain.

Michel TACK

Annie Ernaux - « L'Événement » - Éd. Gallimard. 2000. 128 pages. prix franco : 79 F - Réédité en collection folio (prix franco : 30 F).

Du danger de vouloir changer la moquette...

Nos amis parisiens le savent bien : la moquette de l'entrée et de la salle de conférence de nos locaux était en ruine et nous étions obligés de mettre en garde les conférenciers des Mercredis de la NAR afin qu'ils ne se prennent pas les pieds dans le tapis au risque de se casser une jambe !

Aussi nous avons pris la décision de profiter de l'été pour changer ladite moquette non sans avoir précédemment donné un coup de peinture au plafond qui en avait bien besoin.

Fatale décision ! A peine l'avions-nous touché pour reboucher une vilaine fissure qu'il s'effondra sur près de deux mètres carrés. Par bonheur personne n'a été blessé et je me réjouis que cela se soit passé ainsi plutôt que pendant une conférence.

Mais ensuite il nous a fallu faire le bilan des dégâts. Vieux de plus de deux cents ans le plafond était irréparable et nous avons dû l'abattre complètement (près de 3 m3 de gravats.) pour installer en faux plafond en remplacement. C'est maintenant chose faite, nouveau plafond et nouvelle moquette sont prêts pour accueillir nos visiteurs. Cela dit, nous voilà à nouveau dans l'embarras : le coût total de l'opération a presque atteint les 20.000 F et cela n'était bien sûr pas prévu dans notre budget déjà si serré. Nous avons donc décidé de prolonger notre souscription jusqu'à fin octobre pour combler ce trou.

C'est donc un nouvel appel que je lance auprès de nos amis : confiants, nous avons effectué les travaux, maintenant il reste à les financer !

Yvan AUMONT

Venez inaugurer la nouvelle moquette !

Nous invitons tous nos amis à venir partager un

POT AMICAL DE RENTRÉE

le Samedi 6 octobre à partir de 18 h 30

dans les locaux de la NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Réglements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

LIVRE DE PRESSE

Le livre de presse de la N.A.R. est impressionnant : plus de 20 volumes ! Mais il est loin d'être complet. Aidez-nous à le tenir à jour. Envoyez-nous systématiquement non seulement les coupures de presse concernant la NAR, mais aussi celles sur les princes ou le royalisme, sur les monarchies étrangères, etc. N'oubliez pas d'indiquer les références précises de l'article. Votre collaboration nous est indispensable.

INTERNET

Le succès de notre « liste de diffusion » qui permet d'être tenu au courant des activités royalistes se confirme. Plusieurs centaines de personnes y sont maintenant inscrites.

Pour s'abonner à la liste rien de plus simple : ce service est entièrement gratuit, il suffit d'envoyer un mél à notre adresse (royaliste@multimania.com) en nous faisant part de votre désir et en nous donnant votre adresse électronique.

Les dépêches que nous envoyons aux abonnés de la liste peuvent aussi bien contenir des renseignements pratiques (réunions, nouvelles parutions) que des nouvelles brèves sur le royalisme français, l'action des Princes, etc.

◆ D'autre part, nous essayons de constituer un annuaire, le plus complet possible, des sites internet concernant les monarchies et monarchistes des pays étrangers, ainsi que, d'une manière plus générale tous les sites qui touchent au royalisme. Faites-nous part de vos trouvailles en ce domaine.

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

REPRISE DES CONFÉRENCES LE MERCREDI 3 OCTOBRE

● Mercredi 3 octobre : Nous suivons avec intérêt et sympathie les recherches et les enquêtes de Pierre BITOUN, qui est sociologue, chercheur à l'Institut national de la Recherche agronomique. Nous l'accueillons à nouveau pour un tout récent ouvrage consacré à « L'Éloge des fonctionnaires » Dérision ? Provocation ? Pas le moins du monde. Pierre Bitoun entend dénoncer la propagande éhontée qui présente les fonctionnaires comme des paresseux, des incapables, des timorés murés dans leurs privilèges. Le goût du service public et la défense de l'intérêt général seraient donc des attitudes observables, estimables, et somme toute indispensables à la démocratie ?

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Positions de principe

Dans l'extrême confusion qui s'installe, en vue des combats acharnés qui s'annoncent, il importe avant tout de rester fermes sur nos principes. Il suffit de rappeler notre opposition constante aux diverses formes et conséquences de l'idéologie du marché mondialisé pour que chacun comprenne que nous n'aurons pas la moindre complaisance pour les équipes chiraquiennes et jospinistes qui participent d'une oligarchie que nous récusons.

Cette opposition radicale laisse entière la question des choix que nous pourrions faire pour hâter une révolution que l'aggravation de la crise économique rend chaque jour plus nécessaire. Il est clair que nous éprouvons de la sympathie pour les deux formes de résistance, « souverainiste » et « antimondialiste », qui se manifestent depuis quelques années. Cette sympathie tient aux nombreux amis qui participent à ces mouvements (où nous comptons aussi quelques ennemis), à la proximité des thèmes que nous développons les uns et les autres, aux campagnes que nous menons, sans toujours nous rencontrer, avec les gaullistes de gauche, les amis de Jean-Pierre Chevènement, du *Monde diplomatique* et de *Bastille République Nation* que dirige le communiste Pierre Lévy.

Front commun, donc ? Certes oui, lorsqu'il s'agit de résister à l'ultra-libéralisme, à l'hégémonie américaine et à la fausse monnaie européenne (1). Mais nous ne saurions accepter un étiquetage sommaire et flou. Nous avons toujours récusé les tendances néo-fascistes, national-populistes et nationalistes autoritaires qu'on range désormais dans le

« souverainisme », tout comme la composante anarcho-pacifiste de l'« antimondialisme ». Mais surtout, pour s'en tenir aux tendances les plus proches de la nôtre, il nous apparaît que l'idée national-républicaine défendue par Jean-Pierre Chevènement n'est pas compatible en tous points avec la pensée implicite de la plupart des amis du *Monde diplomatique*. Les premiers défendent l'État, expression de la volonté du peuple-nation. Les seconds soutiennent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes



face aux impérialismes et à toutes les formes de néo-colonialisme – mais sans poser la question de l'État et de la nation, du moins sur le continent européen.

Très sommairement, nous regrettons la faiblesse des nationaux-républicains dans le domaine des relations internationales et quant à la future organisation du continent européen et nous leur reprochons de ne jamais dire précisément comment la souveraineté s'institue et s'incarne.

Les « antimondialistes » tombent dans l'excès inverse : ils pensent les rapports de forces internationaux et tentent de les

transformer, mais sans faire fond sur la résistance des nations et sur le moyen efficace que représentent les États.

Je ne peux manquer de rappeler que, par définition, les royalistes se tiennent dans une position médiane puisque, en principe, la monarchie royale incarne le Souverain et relie les différentes expressions de la souveraineté, en évitant que la nation, jamais conçue hors des relations internationales, ne se perde dans la pulsion nationaliste. Telle est notre conviction qui n'exclut nullement d'autres formes, proches ou éloignées, de contestation radicale du système.

Les communistes ont montré qu'il était possible d'articuler efficacement les luttes de libération nationale, surtout pendant la seconde guerre mondiale, et l'internationalisme révolutionnaire. Nous sommes étrangers au marxisme, mais il nous semble que toute une gauche patriote, socialiste et communiste, pourrait trouver là matière à réflexion.

Le général de Gaulle a redonné sa force au lien qui unit le pouvoir et le peuple, l'État et la nation, la France et la liberté des peuples du monde. Fraternellement unis aux gaullistes vrais, nous pensons que l'avenir du mouvement national-républicain se situe dans la ligne que le général de Gaulle avait tracée pour le très long terme...

Tels sont, trop brièvement exposés, les principaux termes d'un débat ouvert en permanence dans nos colonnes. Ils nous permettent de désigner des points d'accords et de désaccords qui dépassent de beaucoup les enjeux électoraux. La confrontation pimente les luttes menées en commun. Nous souhaitons qu'il en soit ainsi dans la bataille qui va s'engager sur la monnaie.

Bertrand RENOUVIN

(1) Avec Sylvie Fernoy, je publie aux Éditions du Rocher, début novembre, un ouvrage intitulé *Le krach de l'euro...*